

Drôle de guerre au Musée de

Manœuvres aux suspicions de relents communautaires, diminution de son autonomie, tendance à la privatisation, management affaibli et disette budgétaire, le Musée royal de l'Armée vit des événements troublants. Enquête au sein de ce bastion de l'unitarisme.

Par **Marc Molitor**

D'étranges manœuvres ont lieu au Musée royal de l'Armée (MRA), à Bruxelles. A la veille de Noël 2013, plusieurs nuits d'affilée, dans des convois sécurisés et discrets, une dizaine d'hommes du Service d'enlèvement et de destruction des engins explosifs de l'armée belge, le SEDEE, ont emporté plus de 3000 munitions stockées dans les réserves du musée. « Et pourtant, ils savaient bien qu'elles étaient pratiquement toutes inoffensives ! » fulminent des responsables de l'institution. Et pour cause : « C'est le SEDEE lui-même qui les a neutralisées dans le passé... Il n'y a que quelques munitions pouvant encore contenir quelques traces d'explosifs... » D'où vient dès lors cet apparent excès de zèle ? Retour sur une saga qui agite le musée depuis deux ans. Une saga aux relents politico-communautaires.

Juillet 2012. Un militaire, employé au département des armes à feu portatives du musée, dénonce à la police la disparition de 76 armes de la réserve. Cette réserve, de grande valeur historique, en contient environ 11 000, tandis que 3 600 sont en vitrine ou chez des emprunteurs.

Une grande partie d'entre elles ont été neutralisées (pour des raisons de conservation du patrimoine en l'état, des raisons didactiques ou de prêts à l'armée ou aux forces de police à des fins de démonstration, certaines ne le sont pas). La réserve est sécurisée par plusieurs dispositifs. Et tout est répertorié et inventorié.

« Il arrive que des armes soient volées, témoigne Paul Dubrunfaut, conservateur responsable du département. Ce sont souvent des vols internes d'armes de collection : il y a eu quelques cas célèbres, comme celui des pistolets offerts par le consul Napoléon au général Vandamme. Il y en a eu d'autres, plus discrets. Généralement, les vols sont motivés par le gain que l'on peut retirer d'une vente à un collectionneur privé. Presque toujours, on a résolu l'affaire... » Dans ce cas-ci, les déclarations du dénonciateur semblent inspirées par un règlement de compte personnel, affirme ses ex-colègues : l'homme avait été déplacé en raison de ses mauvais rapports avec eux.

Le parquet enquête

L'enquête ouverte au parquet (en mars 2013 seulement) est diligentée par Eddy Vos, commissaire principal à la police judiciaire fédérale en milieu militaire. C'est aussi un ancien de la « cellule Tuerries du Brabant », qu'il a quittée en 2011 dans des conditions controversées. D'enquête, il n'y aurait guère dû y en avoir dans l'affaire du vol des 76 armes car elle était finalement assez simple. « Nous avons évidemment été étonnés par ces "disparitions" d'armes, indique-t-on au musée, et toute l'équipe du département a travaillé à les retrouver. Et on les a retrouvées... dans la réserve même ! » Explication : les armes avaient été déplacées et pas toujours remises à leur place, mais certaines avaient été « intentionnellement dissimulées pour brouiller les pistes et nuire à l'institution », écrit un rapport interne au MRA, qui met en cause le dénonciateur et ses raisons personnelles.

Lors de rencontres avec le commissaire Vos, les responsables du département avaient déjà assez aisément démonté l'inconsistance de la dénonciation. Bref, l'enquête aurait pu s'arrêter là. Porteparole au parquet de Bruxelles, le substitut Laurens Dumont confirme : « L'enquête est alors proche de la clôture, il n'y plus qu'une vérification à faire sur l'une ou l'autre arme de collection. »

Mais la police et le parquet ont saisi l'opportunité pour s'intéresser à la gestion des collections du Musée, en invoquant des risques pour l'ordre public. C'est là qu'entre en scène Valérie Nei-



EDDY VOS, commissaire principal à la Police judiciaire fédérale en milieu militaire, mène l'enquête.

